

premier ministre, monsieur l'Orateur. J'ai demandé hier au ministre de qui relève la question de nous donner l'assurance que l'on mettrait fin aux injustices à l'égard des mineurs de Cap-Breton. On pourra se reporter au hansard pour constater que le ministre admet qu'il y a eu discrimination. Je demande au premier ministre s'il fera en sorte que le remplaçant de M. Fullerton, comme président du Conseil de la Devco, mette fin aux injustices à l'égard des mineurs de Cap-Breton, comme l'a laissé entendre le ministre hier.

M. l'Orateur: Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a la parole.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement, au sujet de ce que m'a répondu le ministre hier. Je signale à l'attention du premier ministre et de sa société juste les réponses que m'a données le ministre. Voici ce qu'a répondu le ministre de l'Expansion économique régionale à ma question sur la discrimination:

Monsieur l'Orateur, ces programmes ne sont en rien discriminatoires.

Une nouvelle question de ma part a été suivie de la réponse suivante du ministre:

Ce sont des cas isolés.

Preuve incontestable que le ministre admet qu'il y a discrimination contre les mineurs de Cap-Breton et je prierais le premier ministre et sa société juste de remédier à la situation.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce sont des instances que le député présente maintenant et il doit supposer que l'on en tiendra compte.

LES MÉDICAMENTS

L'INEFFICACITÉ DES PRODUITS SUR ORDONNANCE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme les produits pharmaceutiques fabriqués au Canada et aux États-Unis se ressemblent, pourrait-il dire si ses services examinent les résultats publiés hier, de l'enquête faite pour la Direction des aliments et drogues des États-Unis et qui révèle qu'un grand nombre de médicaments sur ordonnance sont inefficaces; si c'est le cas, fera-t-il une déclaration à l'appel des motions au sujet des initiatives que prendra son ministère?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député conviendra que sa question n'est acceptable que

parce qu'il demande au ministre s'il fera une déclaration à l'appel des motions. C'est à ce compte-là seulement qu'elle est recevable.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je songerai volontiers à faire une déclaration.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DU TÉLÉPHONE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'INTERVENTION DU MINISTRE

M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour): Ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre du Travail, monsieur l'Orateur. Le secrétaire parlementaire est-il en mesure de dire à la Chambre si, étant donné la gravité croissante de la grève du téléphone en Colombie-Britannique, le ministre du Travail envisage de prendre des mesures au cours des prochaines 24 heures pour aider les deux parties à en arriver à un accord?

M. Jim McNulty (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Aucune demande n'a été faite officiellement pour que le gouvernement fédéral intervienne, mais je peux assurer aux deux parties à ce litige que si une telle demande est présentée, nous sommes prêts à prêter notre concours à tout moment. La Chambre ne sera peut-être pas étonnée d'apprendre qu'il est fort possible que le ministre du Travail, actuellement dans l'Ouest pour une affaire officielle, ait des contacts officieux avec l'une ou l'autre des parties ou toutes les deux.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES EMPLOIS D'ÉTÉ DES ÉTUDIANTS

M. David Lewis (York-Sud): J'aurais une question à l'adresse du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, monsieur l'Orateur. C'est à propos de la déclaration que le ministre a faite à la Chambre, le 25 mars dernier, où il annonçait que son ministère envisageait d'instaurer un programme pour aider des étudiants à obtenir cet été non seulement des emplois, mais aussi des emplois qui aient une utilité sur le plan social. Je voudrais demander au ministre si ce programme a été mis en œuvre et, si oui, combien d'étudiants en ont bénéficié?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Si je me souviens bien, je parlais d'un projet à long terme que nous étudions actuellement, en vue d'instaurer ce type de programme dans un proche avenir. Nous ne comptons pas pouvoir l'instaurer cette année, mais c'est une éventualité que nous envisageons.